

Index AI : PRE01/179/2011
02 April 2011

Azerbaïdjan. La police antiémeutes intervient pour disperser les manifestations

Les autorités azerbaïdjanaises doivent cesser de réprimer la liberté de réunion, a déclaré Amnesty International samedi 2 avril, alors que les manifestations organisées dans le cadre de la « Journée de la colère » ont donné lieu à de très nombreuses arrestations et à de violentes dispersions dans la capitale Bakou. Le Comité de la chambre publique, à l'initiative du rassemblement, a affirmé qu'au moins 150 personnes avaient été interpellées alors qu'elles tentaient de manifester.

Des centaines de policiers antiémeutes ont été déployés dans le centre de Bakou pour empêcher la manifestation prévue samedi 2 avril, inspirée par les soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et mise sur pied par les partis d'opposition via Facebook.

« Le régime actuel en Azerbaïdjan est connu pour empêcher et entraver les rassemblements publics, a noté John Dalhuisen, directeur adjoint du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Sa réaction face à ces manifestations et à celles du mois de mars témoigne clairement de son refus absolu de tolérer une quelconque forme de contestation publique visible. »

Les policiers ont bloqué toutes les rues menant à la place de la Fontaine, le point de ralliement, et se sont servis de boucliers et de matraques pour disperser les personnes qui tentaient de rejoindre la manifestation, selon des défenseurs des droits humains présents lors de ces événements.

Les manifestants qui s'efforçaient de se rassembler en différents lieux ont été pourchassés par les policiers et dispersés. Au moins 10 d'entre eux ont été arrêtés devant la station de métro du 28 mai, à Bakou.

Des policiers en uniforme ont empêché plusieurs journalistes de prendre des photos et de filmer les événements, les bousculant et leur donnant des coups de pied, tandis que des policiers en civil interrogeaient les militants des droits humains qui observaient les manifestations.

Selon des organisations locales de défense des droits humains, six autres militants ont été placés en détention vendredi 1er avril, portant à 17 le nombre total de personnes arrêtées avant le début de la manifestation.

Vugar Hasanli, Teymur Abbasli, Ibrahim Ahmadzade et Tahir Abdullayev ont été interpellés par des policiers dans la soirée du 1er avril. Les policiers sont venus les cueillir chez eux, à Bakou et dans ses environs.

En outre, les jeunes militants Kamal et Orkhan Huseynov ont été enlevés à leur domicile de Bakou par plusieurs hommes en civil qui ne se sont pas présentés comme des policiers et n'ont pas décliné leur identité.

Vugar Hasanli a d'ores et déjà été condamné à une peine de 10 jours de détention administrative, et Ibrahim Ahmadzade à sept jours.

Au moins sept personnes ont écopé de peines de détention administrative, pour la plupart au titre de l'article 310.1 du Code administratif azerbaïdjanais, qui prohibe toute désobéissance volontaire à un policier.

La majorité de ces procès se sont déroulés à huis clos, sans que les accusés ne bénéficient d'une assistance juridique.

« Le fait que les principaux organisateurs aient été interpellés avant la manifestation et condamnés lors de procès à huis clos pour des infractions qui n'avaient pas encore été commises, témoigne de ce que les autorités sont prêtes à faire pour réduire au silence les voix dissidentes », a estimé John Dalhuisen.

Les militants politiques Arzu Musayev et Kifayet Musayev ont raconté que les policiers leur avaient enjoint de ne pas quitter leur district de Gadabay pour se rendre au rassemblement à Bakou, et que, n'ayant pas obtempéré, ils avaient été suivis toute la journée par des policiers.

Selon la télévision d'État, la manifestation du 2 avril était une tentative fomentée par des pouvoirs étrangers visant à déstabiliser l'Azerbaïdjan. Les chaînes de télévision contrôlées par l'État ont aussi diffusé plusieurs émissions dans lesquelles les utilisateurs de Facebook étaient dépeints comme des malades mentaux.

« Le gouvernement azerbaïdjanais ne saurait de manière crédible soutenir qu'il progresse sur la voie du développement démocratique, tout en réprimant systématiquement tous les mouvements sociaux et les rassemblements politiques qu'il désapprouve », a conclu John Dalhuisen.